

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 318 / Novembre 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^{ÈME} TRIMESTRE 2020

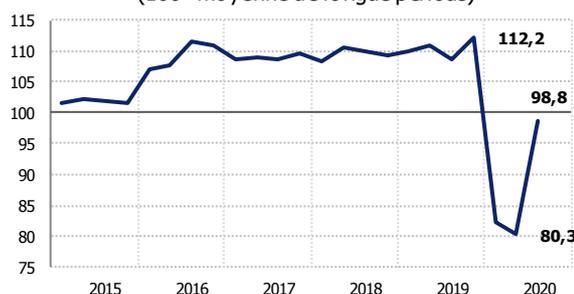
Une dynamique de reprise constatée

Grâce à la réouverture du trafic aérien international, le troisième trimestre a été marqué par une reprise économique qui a bénéficié à l'ensemble des secteurs d'activité.

Menée avant l'adoption des dernières mesures sanitaires¹, l'enquête de conjoncture confirme une amélioration de la situation des entreprises. L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui s'était établi à 80,3 au deuxième trimestre progresse de 18,5 points et tend à se rapprocher de sa moyenne de longue période (98,8).

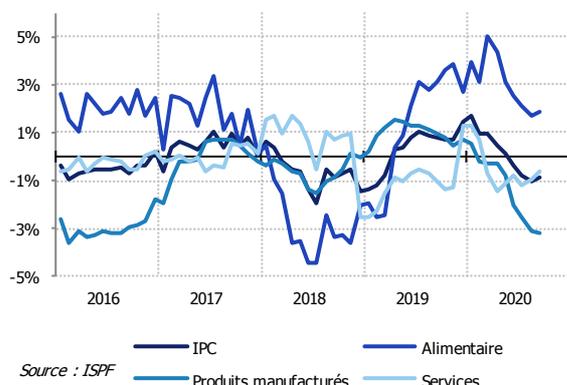
Ce rebond de l'ICA résulte principalement de l'amélioration de l'activité constatée par les entreprises et de leurs anticipations moins défavorables pour le trimestre à venir².

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Nouvelle contraction des prix à la consommation

IPC détaillé - évolution en glissement annuel



À la fin du troisième trimestre, l'indice des prix à la consommation enregistre une baisse en glissement annuel de 0,9 %. Cette contraction est particulièrement importante pour les produits manufacturés (-3,2 %), à l'instar des carburants pour les véhicules personnels (-16,2 %). Les prix des services enregistrent également un recul (-0,6 %), sensible pour les services de téléphonie et d'accès internet (-14,4 %) et pour les transports aériens (-2,1 %)

À l'inverse, les prix des produits alimentaires progressent de 1,9 % sur un an, tiré par les pains et céréales (+3,2 %) et les produits de la mer (+3,8 %).

¹ Interrogés du 23 septembre au 15 octobre, les répondants ne prennent en compte ni la mise en place d'un couvre-feu en Polynésie française annoncée le 22 octobre, ni l'instauration d'un nouveau confinement dans l'hexagone (28 octobre).

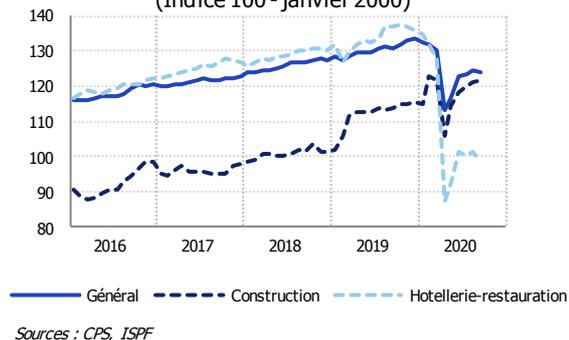
² Plus de détails dans la note : [Premières tendances Polynésie française 3e trimestre 2020](#)

Un marché du travail dans l'expectative

Après une baisse de 16,3 points en glissement annuel à la sortie du confinement (fin avril), l'Indice de l'emploi salarié remonte et se stabilise au troisième trimestre à 7,2 points en dessous de son niveau enregistré à la même période en 2019. Les entrepreneurs ayant répondu à l'enquête de conjoncture qui, s'ils n'ont pas été contraints de diminuer leurs effectifs autant qu'ils le craignaient, continuent d'envisager des redimensionnements de leurs équipes durant le dernier trimestre 2020.

Les perspectives du marché du travail sont donc largement corrélées aux différentes politiques de sauvegarde de l'emploi (Revenus et indemnité de solidarité puis DiESE et DESETI) mises en place par le Pays.

Indice de l'emploi salarié
(Indice 100 - janvier 2000)



Un léger mieux pour la consommation

Immatriculations de véhicules de tourisme neufs
(données CVS, en nombre)



elles-aussi et augmentent de 39,9 % (CVS) sur la période.

Interrogés par l'IEOM, les commerçants constatent un regain d'activité au troisième trimestre marquant le redémarrage de la consommation. Néanmoins, tous n'en profitent pas de la même façon. Si les grossistes de produits alimentaires ont importé autant que l'année précédente (-0,5 %), les importations de biens de consommation non alimentaires sont en recul de 6,2 %.

Cette reprise ténue se répercute sur les crédits à la consommation dont l'encours progresse légèrement (+0,7 %) entre la fin du mois de juin et la fin du mois de septembre*.

Les ventes de véhicules de tourisme neufs reprennent

Des perspectives incertaines qui pèsent sur l'investissement

Attentives à l'évolution de la conjoncture, la majorité des entreprises conservent des prévisions d'investissement réduites pour les douze prochains mois, dans un contexte de trésorerie tendue.

À l'inverse, comme en témoigne une augmentation régulière de l'encours des crédits à l'habitat pour les particuliers (+6,3 % en glissement annuel au troisième trimestre), les ménages semblent pour l'heure maintenir leurs projets immobiliers*.

Enfin, la reprise d'activité a permis la réouverture des chantiers publics. La direction de l'équipement voit ainsi ses dépenses liquidées augmenter de 59,8 % (CVS) sur le trimestre pour atteindre les 2,4 milliards de F CFP alors que l'enseignement secondaire a liquidé 400 millions de F CFP (+200 %).

Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an
(centrées sur leur moyenne de longue période)



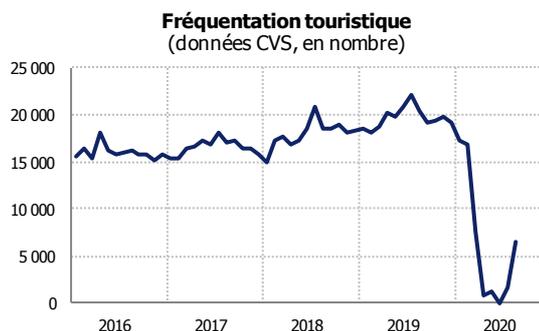
* Données relatives aux seuls établissements de crédit implantés en Polynésie française.

Une dynamique généralisée mais inégale

Une timide reprise du tourisme

Malgré la reprise des vols commerciaux, seuls 12 400 touristes ont visité la Polynésie française durant les mois de juillet et août, soit le quart de la fréquentation enregistrée l'année précédente. Cette clientèle a permis la réouverture de la plupart des structures d'hébergement qui se sont partagées 211 700 nuitées touristiques, soit trois fois moins que l'année précédente (588 000).

Dans cet environnement dégradé, les professionnels du secteur saluent ce regain d'activité et espèrent son maintien pour la fin de l'année. Néanmoins, leurs trésoreries, dépendantes des différents mécanismes d'aides publiques, restent une source d'inquiétudes importantes.



Source : ISPF, - CVS IEOM

Une industrie portée par la demande intérieure



Sources : ISPF, Douanes - CVS IEOM

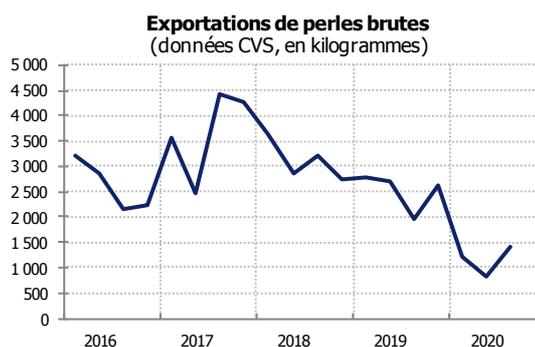
Les entrepreneurs du secteur de l'industrie interrogés par l'IEOM constatent au troisième trimestre un niveau d'activité meilleur qu'ils ne l'avaient anticipé. Néanmoins, ils restent circonspects et n'attendent pas d'amélioration pour les mois à venir. Les filières particulièrement dépendantes des exportations se heurtent à une diminution des débouchés. Également tributaire du transport international, l'industrie agroalimentaire enregistre une baisse de 31,9 % de ses exportations sur un an.

Les entreprises du secteur de la construction notent quant à elles une hausse de leur volume d'affaires et une amélioration de leur situation de trésorerie.

Des débouchés insuffisants pour les productions du secteur primaire

Lourdement impactés par la crise sanitaire, les professionnels du secteur primaire observent une certaine amélioration de leur activité. Néanmoins, les obstacles aux exportations restent nombreux (baisse de la demande, déstabilisation de l'offre de fret...) et la plupart des filières enregistrent une forte diminution de leurs recettes à l'export par rapport au troisième trimestre 2019, à l'instar de la vanille (-60,6 %) ou du poisson (-46,9 %).

À la faveur de la suspension du droit spécifique de la perle à l'export (DSPE) et de la reprise des vols internationaux, les exportations de perles ont renoué avec un certain dynamisme dès le mois de juillet. Néanmoins, au troisième trimestre, leur valeur enregistre un recul de 48,7 % sur un an, entérinant un prix moyen au gramme de 370 F CFP contre 530 F CFP en 2019.



Sources : ISPF, Douanes - CVS IEOM

L'ÉCONOMIE MONDIALE AMORCE UNE LENTE REPRISE AU TROISIÈME TRIMESTRE

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2020 anticipent un repli du PIB mondial de 4,4 % en 2020. Ces perspectives sont ainsi moins pessimistes qu'en juin dernier puisque le FMI tablait alors sur une contraction de 4,9 %. Cette révision s'explique par une moindre dégradation de l'activité au deuxième trimestre, en particulier dans les pays avancés, et par une reprise plus marquée au troisième trimestre. Cette estimation ne prend toutefois pas en compte les nouvelles mesures de confinement et de couvre-feu annoncées dans plusieurs pays européens au mois d'octobre, qui devraient peser sur l'activité durant les derniers mois de l'année. Pour 2021, la croissance économique mondiale pourrait s'établir à 5,2 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juin.

Aux États-Unis, le PIB a rebondi au troisième trimestre pour progresser de 7,4 % en rythme trimestriel, après une chute de 9,1 % au trimestre précédent. La reprise de la consommation (+8,9 %) et de l'investissement privé (+16,3 %) sur le trimestre explique en grande partie cette tendance. Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI estime que le pays devrait enregistrer une baisse de son PIB de 4,3 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juin (-8,0 %).

Dans la zone euro, le rebond a été encore plus marqué sur le trimestre puisque le PIB a augmenté de 12,6 % par rapport au trimestre précédent, soit la hausse la plus importante depuis le début des séries temporelles. À fin septembre, le taux de chômage a continué de croître pour s'établir à 8,3 % tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation s'est replié pour le deuxième mois consécutif (-0,3 %). Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 8,3 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays.

En France, le PIB enregistre également une progression importante au troisième trimestre (+18,2 %) selon l'Insee. Les principales composantes du PIB rebondissent nettement, qu'il s'agisse de la consommation des ménages (+17,3 %), de l'investissement (+23,3 %), des importations (+16,0 %) ou des exportations (+23,2 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 9,8 % sur l'ensemble de l'année, plus marquée que celle estimée par la Banque de France (-8,7 %).

Le PIB a également retrouvé une trajectoire positive au Japon puisque le pays a enregistré une croissance de 5 % sur le trimestre. Le regain épidémique constaté aux mois de juillet et août a toutefois obéré la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sur la période. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,3 % dans ses dernières estimations, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à juin.

Enfin, les pays émergents et en développement verraient leur PIB décliner de 3,3 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays : la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,9 % sur l'année tandis que l'Inde, le Brésil et le Mexique enregistreraient un repli de respectivement 10,3 %, 5,8 % et 9,0 %.

Sources : Banque de France, BEA, Eurostat, FMI, Gouvernement du Japon, Insee – données arrêtées à la date du 17 novembre 2020.

LA ZONE ASIE PACIFIQUE : LE POIDS DE L'ISOLEMENT

La croissance chinoise a progressé de 4,9 % au troisième trimestre en glissement annuel grâce à un rebond de la production industrielle (+5,8 %) qui revient sur son rythme d'avant crise, et à une légère augmentation des ventes au détail au troisième trimestre en glissement annuel (+0,9 %). Le soutien public à l'investissement, l'appréciation du yuan, la maîtrise de la pandémie et l'augmentation du revenu disponible par habitant (+0,9 % sur les neuf premiers mois de l'année) ont permis de stimuler la demande intérieure. Enfin, les exportations ont augmenté de 10,2 % au T3 en glissement annuel, tandis que les importations ont augmenté de 4,3 %. Sur l'année, le FMI prévoit une croissance de 1,9 %, contre un recul de 4,3 % aux États-Unis et de 8,3 % dans la zone euro.

En Corée du Sud le PIB a progressé de 1,9 % au troisième trimestre, par rapport au trimestre précédent où il s'était contracté de 3,2 %. Il s'agit de la première progression trimestrielle depuis le début de la pandémie, portée par le premier redressement des exportations depuis 6 mois (+7,7 % en glissement annuel). En revanche, la dette publique coréenne progresse sous l'effet du 4^{ème} budget supplémentaire et devrait atteindre 43,5 % du PIB sur l'ensemble de l'année 2020.

L'Australie est rentrée en récession pour la première fois depuis 29 ans au cours du deuxième trimestre, où le PIB a chuté de 7 % par rapport au trimestre précédent, mais la croissance devrait revenir en territoire positif au T3 2020. Des mesures fortes de relance, venant en parallèle d'une politique expansionniste de la Banque Centrale ont été présentées dans le budget de 2020-2021 qui comprend plus de 60 milliards d'euros d'allègements fiscaux. La Banque a également mis en place pour la première fois de son histoire une politique officielle de rachat des bons du Trésor sur les marchés secondaires à hauteur de 100 Mds AUD sur 6 mois.

La zone Pacifique est toujours très affectée par les très strictes restrictions de voyage. A Fidji, selon la Banque Mondiale, le PIB devrait se contracter de plus de 20 % en 2020 et la chute de 75 % du nombre de visiteurs étrangers a déjà détruit 40 000 emplois dans le secteur touristique. Le taux de chômage pourrait atteindre 37 % d'ici la fin de l'année, contre 17 % pré-COVID, selon un nouveau rapport conjoint de la BASD et de l'ONU. Face à cette situation, le gouvernement a préparé un plan de relance de 3,7 milliards de dollars fidjiens pour protéger la population et soutenir l'activité économique.

Sources : Bureau of Statistics of China, Fiji Bureau of Statistics, FMI, Direction Générale du Trésor, Banque Mondiale.